

Visite Ministérielle/. St Martin en convalescence

Une visite ministérielle de plus ai je envie de dire.

Que retenir de cette grand messe à la CCISM, dans Notre maison des entreprises, où nous avons pu recevoir une bordée de leçons de la part de notre ministre de l'outre mer.

Au fil des entretiens : Nous sommes donc incapables de construire, de monter des dossiers, nous refusons de payer l'impôt, nous ne sommes pas assurés... autant de qualificatifs qui sont applicables à l'ensemble des français.

Certes il y a comme partout des marginaux, mais qui sont stigmatisés ici sur ST Martin.

Je ne pense qu'à Montpellier la récente venue de la neige exceptionnelle impose aux collectivités locales de modifier la pente des toits.

Une visite de 4 ministres, pour nous annoncer quoi en définitif ?

Qu'ils sont satisfaits du travail accompli...

Nous pas !

Qu'ils ont respecté la parole donnée de venir à ST Martin.

Oui certes, mais ce n'était pas ce que nous demandions.

Les forces économiques et associatives ont répondu pendant plus de 6 mois aux demandes, aux sollicitations, aux exigences des différentes commissions, fourni le maximum de données possibles en croisant celles de la Trésorerie, de la CCISM, de Pole emploi et les leurs.

Je veux encore remercier tous les participant (e)s de leur implication sans faille, ne comptant ni les heures, ni les dimanches.

Certaines associations se sont données corps et âme pour aider et soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois. Je peux citer ici à titre d'exemple Initiatives St. Martin Active.

Ils sont des hommes et des femmes qui œuvraient pour que St Martin garde l'espoir et pourtant certains se sont vu refuser l'entrée de la maison des entreprises, de nos entreprises, qu'elles contribuent pourtant à financer.

A quel titre. ?

- Pourtant la responsabilité de l'Etat est engagée depuis la genèse de la catastrophe.
- Aujourd'hui nos ministres semblent l'avoir oublié et vouloir nous imputer la faute.
- Il serait peut-être judicieux que l'état se souvienne de la compensation négative des charges et profite justement du choc psychologique d'après cyclones pour ré ouvrir le dossier. Cela donnerait la bouffée d'oxygène dont notre Collectivité à plus que jamais besoin.

Fédération Inter Professionnelle de la Collectivité de St Martin

Fédération territoriale Medef de St Martin

24 rue du Mont Carmel Concordia- 97150 Saint Martin

Tél : (+59)0590878545- Fax : (+59) 0590878582

Email : fipcom@dauphintelecom.fr

Pourtant c'est bien de sa responsabilité si nous ne disposons pas aujourd'hui de données statistiques vraiment fiables dues à l'absence d'une antenne INSEE réclamée depuis la mise en place de la Collectivité en 2007.

D'ailleurs 6 mois après la catastrophe, c'est l'IEDOM, pourtant souvent décrié, qui va leur fournir des éléments.

Mais de création d'une antenne statistique locale, ce n'est plus à l'ordre du jour !

- Pourtant le gouvernement fait mine aujourd'hui de découvrir une économie gangrénée par la double nationalité de notre Ile et son absence de frontière, par des minimas sociaux qui ne servent pas réellement le territoire, par une immigration qu'il a toujours été incapable d'endiguer.
- Par la facilité de pervertir les droits et lois par cette spécificité.
- Mais loin de vouloir aider et soutenir ceux qui malgré tout se battent, dans le respect des textes, il se focalise sur ceux qui les contournent pour en faire une généralité.

Aujourd'hui le gouvernement se permet de venir nous donner des leçons !?

Nous attendions mieux après l'ouverture du Président de la République.

Du dérogatoire, nous n'en avons pas vu et nous n'en verrons pas.

Circuler il y a rien à voir aurait dit Coluche

Madame la Ministre est venue nous parler de protection.

Merci : mais la plus part des commerçants n'en ont plus besoin, ils ont été pillés et sont incapables de reconstruire leur stock.

La continuité territoriale, qui n'a jamais vraiment existé, est encore plus mise à mal aujourd'hui. Air France est aux abonnés absents avec de surcroît des tarifs exorbitants. Les autres compagnies nous obligent à une escale en Guadeloupe souvent sources de retards.

Mesures de refondation.

L'annonce d'un PPRN pour janvier 2019 ne va pas nous permettre la petite partie de la reconstruction tant espérée, ainsi s'envole l'espoir d'une petite reprise pour novembre ou décembre 2018 .

Dès le départ, les pouvoirs publics vont nous pénaliser, ceux qui ne pourront pas attendre d'avoir un toit ou de pouvoir simplement gagner de quoi subsister vont se mettre dans l'illégalité ; et gare à ceux qui auront reconstruit hors des clous.

Tous les habitants de St. Martin avaient l'espoir, au sortir des cyclones, que l'état français assumerait son rôle, que la solidarité nationale jouerait à plein régime et que nos élus de tous bords nous permettraient une vraie **reconstruction résiliente**.

Mais le manque de soutien de ce gouvernement va contraindre à une reconstruction largement sauvage.

Elle a déjà commencé, nous en sommes tous témoins.

Et comment et pourquoi critiquer ceux qui finalement essayent de s'en sortir.

Nous avons accepté que l'état renforce ses services, comme il a su le faire après LUIS, mais avec une contre partie d'un soutien économique sans faille.

Fédération Inter Professionnelle de la Collectivité de St Martin

Fédération territoriale Medef de St Martin

24 rue du Mont Carmel Concordia- 97150 Saint Martin

Tél : (+59)0590878545- Fax : (+59) 0590878582

Email : fipcom@dauphintelecom.fr

Nous avons espéré que le gouvernement ferait des mots du président Macron son cheval de bataille : 6 mois plus tard, force est de constater que nous n'espérons plus rien de notre gouvernement.

Pourtant en Guadeloupe, il a su trouver des financements pour le plan de l'eau. Nous en sommes heureux pour nos cousins guadeloupéens, mais nous avons compris depuis longtemps que le poids des votes de 440 000 habitants comptait plus que celui de 35000, qui en plus votent peu ou pas et mal de surcroît, vis à vis du parti présidentiel.

Pour clôturer ce petit memo, souhaite m'adresser à Nos Grands Elus St Martinois. Monsieur le Président de la Collectivité, coincé entre les prescriptions gouvernementales et les obligations inhérentes à son mandat.

Où êtes vous ? Madame la Député, Monsieur le Sénateur, Monsieur le Président, de la Collectivité, madame la représentante au CESE, Mesdames et Messieurs de l'opposition.

St Martin souffre. Ne l'entendez vous pas. !?

Je vous ai connu plus accrocheurs lors de précédentes crises.

St Martin n'a pas besoin de visites ministérielles à répétitions.

St Martin a besoin de fonds pour se reconstruire.

Madame la ministre nous a lancé qu'elle n'avait aucun dossier à l'étude, que nous n'avions qu'à nous y mettre.

Notre Collectivité n'aurait donc aucun dossier en instruction aujourd'hui. ?

Pour connaître les travaux engagés par le DGS de la collectivité, je sais qu'il n'en est rien voulait elle juste parler de nos entreprises, ?

Ces entreprises qui n'ont plus les moyens humains, matériels et financiers et devraient encore trouver la ressource pour monter des dossiers !? Mais lesquels ? Le Feder ? Pourquoi pas, mais qui va financer la contre partie.

Qui va accepter d'avancer les fonds en attendant les remboursements. Nos banques ?

Sur quels critères avec un chiffre d'affaire à zéro ?

Nous réclamons un soutien de la BPI non en garantie mais en avance de fonds.

Et encore tous ces obstacles passés.

Comment travailler sans internet, sans téléphone, ?

La réponse est sans équivoque : ARCEP / Orange : "Attendez la reconstruction des lignes en sous terrain." En gros 1 an ou 2, pour les plus chanceux.

La communication est pourtant l'un des éléments essentiel de la reconstruction.

Encore une fois ce ne sont pas les saint-martinois qui n'ont pas suivi les travaux d'enfouissement décidé après Luis. Ce sont bien les pouvoirs publics. Le résultat est là.

Fédération Inter Professionnelle de la Collectivité de St Martin

Fédération territoriale Medef de St Martin

24 rue du Mont Carmel Concordia- 97150 Saint Martin

Tél : (+59)0590878545- Fax : (+59) 0590878582

Email : fipcom@dauphintelecom.fr

Le Gouvernement s'était engagé à ce que les assureurs fassent leur métier dans les meilleurs délais : 7 mois plus tard je lis encore dans Le Monde qu'ils ne pouvaient pas venir à St Martin, et que c'est ce qui a engendré ce retard.

Qui va devoir supporter les contentieux prud'homaux générés par les atterroissements de l'administration pendant les premiers mois et par l'absence de communication encore aujourd'hui entre les différentes administrations gérant le pôle social. ?

Le monde entrepreneurial encore et toujours.

Pourtant, je n'ai pas entendu nos ministres s'excuser pour ces retards au démarrage. ?

Dans 4 mois la saison cyclonique démarre.

Où en sont les abris. Le gouvernement va-t-il se poser la question alors que nous avons encore des sinistrés hébergés dans nos écoles. ?

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cet après cyclones.

Il y a un temps pour toute chose et Madame la ministre qui pense que nous avons attaqué la phase de reconstruction se trompe. Ses sources sont erronées, elle n'a qu'à faire le tour de l'île par avion, pour constater et relever combien d'habitations sont encore à ciel ouvert.

L'outil de travail à St Martin n'existe plus en tant que tel et si certains pans se re-consolident comme le BTP et certains restaurants, pour les autres secteurs, il va leur falloir baisser la tête pour les longs mois à venir. La convalescence va être longue et pénible.

Pour conclure

Je n'ai pas l'impression que nos politiques, à l'échelle locale comme nationale, fassent preuve de beaucoup de compassion vis à vis de notre population, de notre tissu entrepreneurial.

A aucun moment je n'ai entendu nos ministres faire part de leur tristesse, de leur considération vis à vis des maux que subit St Martin et sa population.

Courage à toutes et tous.